

**DIRECTION  
DES LIBERTES PUBLIQUES**

-----  
**Bureau de l'Urbanisme  
et de l'Environnement**  
-----

République Française

-----  
**PREFECTURE DE LA HAUTE-MARN**

LE PREFET DE LA HAUTE-MARNE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**Société SEPAC à Bologne**  
**Site de Bologne-gare**

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE**

**Vu :**

- le code de l'environnement, Livre V - Titre I<sup>er</sup>, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour son application, et notamment ses articles 3 et 18,
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires et de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,
- la circulaire d'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 du Ministère chargé de l'écologie et du développement durable,
- l'arrêté préfectoral n° 376 du 1<sup>er</sup> février 1991 autorisant la société SEPAC, dont le siège social est sis à Bologne, à exploiter un silo sur le territoire de la commune de Bologne, ainsi que l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1515 du 05 mai 2003 modifiant certaines prescriptions,
- le rapport de l'inspection des installations classées daté du 19 avril 2004,
- l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 25 mai 2004,

**Considérant :**

- que les études de dangers des installations de stockage de céréales soumises à l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 doivent être complétées selon les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel suscité,
- que des compléments d'études de dangers sont prescrits par cet article, en particulier sur les mesures prises en application des articles 6 à 15 inclus de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004,
- que ces compléments d'études doivent être transmis en priorité pour les silos les plus sensibles en termes de risques,

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 : Etude des dangers**

La société SEPAC, dont le siège social est situé à Bologne, est tenue pour son site de Bologne-gare, de réaliser une étude des dangers complète conforme à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.

En particulier, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus de l'arrêté du 29 mars 2004, doivent être justifiées dans l'étude de dangers.

Cette étude sera adressée en deux exemplaires aux services préfectoraux **avant le 30 septembre 2004.**

### **ARTICLE 2 : Sanctions**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté dans le délai imposé, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, Livre V - Titre I<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

### **ARTICLE 3: Recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### **ARTICLE 4 :**

Un extrait du présent arrêté sera affiché :

- par les soins du pétitionnaire de façon permanente et visible sur les lieux de l'établissement.
- par le Maire de Bologne à la mairie pendant une durée minimale d'un mois.

Un avis sera inséré par mes soins et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

### **ARTICLE 5 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne, le Maire de Bologne, La Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Champagne-Ardenne, Le Coordonnateur Départemental des Subdivisions de la DRIRE, Le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Le Directeur Départemental de l'Équipement, Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, et Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à M. le Directeur de la Sté SEPAC à Bologne.

A Chaumont, le 15 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

***signé*** : Nicolas de MAISTRE